

DES ÉCONOMIES PROSPÈRES ET DURABLES GRÂCE À DES APPROCHES PAYSAGÈRES INTÉGRÉES

Une vision pour les décideurs politiques

Juillet 2026 [Français]





Initiative GALLOP et 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes

AUTEURS

Bhushan H. Sethi

Fondateur, Initiative GALLOP.

Comité directeur, 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes.

Contact : bsethi@gmail.com

Sara J. Scherr, PhD

Cofondatrice et Conseillère, 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes.

Cofondatrice et ancienne Présidente-Directrice Générale, EcoAgriculture Partners.

Contact : sara.scherr@gmail.com

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient vivement Louise Buck, Thomas Forster, Luc Gnacadja, Michael Keller, Juan Ramos, Camilo Romero, Blake Ratner, Shantanu Pandit et Seth Shames pour leurs précieuses contributions et leurs retours sur les versions antérieures du document. Ils tiennent également à remercier Marie Truchassou, Lily Hamilton, Supriya Sadhale et Dolores Cavanagh pour leur aide concernant la révision linguistique et la conception éditoriale.

Copyright © 2026 Initiative GALLOP et 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes. Ce travail est publié sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International. Pour consulter cette licence, rendez-vous sur creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0. Tout ou partie de ce rapport peut être utilisé, reproduit ou diffusé, sous réserve de mentionner la source. Toute exploitation à des fins commerciales ou de revente est strictement interdite.

Citation recommandée : Sethi, Bhushan H. et Scherr, Sara J. 2025. Des économies prospères et durables grâce à des approches paysagères intégrées : une vision pour les décideurs politiques. Initiative GALLOP et 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes. Juillet.

Les photographies de Conservación Internacional Perú figurent en page 6 (en bas à gauche : 3 photos du paysage d'Alto Mayo, Pérou), en page 9 (en haut à gauche) et en page 15. Les photographies de Kijabe Environment Volunteers (KENVO) figurent en page 6 (en haut à droite : 3 photos du paysage de Lari, Kenya).

Lors d'un entretien au G20 en 2023, le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, a souligné le rôle décisif de cadres politiques solides et porteurs : « Si les pays mettent en place les bonnes politiques et les bons cadres réglementaires, les investissements nécessaires à la réalisation des ODD pourraient être réduits de moitié. Cela présente deux avantages : cela réduit les obstacles à l'atteinte des objectifs et favorise une plus grande participation du secteur privé. »

SOMMAIRE

1. Le défi politique : mobiliser une économie prospère en temps de polycrise.....	1
2. Une réponse par la politique paysagère intégrée	3
3. Obstacles et lacunes politiques au développement de solutions paysagères collaboratives.....	8
4. Solutions politiques pour promouvoir le développement paysager intégré	9
5. Premières étapes pour faire avancer la politique paysagère	15
6. Un appel à l'action !	16

Figures

Figure 1. L'économie est encadrée dans la biosphère, et n'en est pas extérieure.....	iv
Figure 2. Partenariats paysagers collaborant avec les partenaires de l'initiative 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes, 2024	v
Figure 3. Intégrer les Objectifs de Développement Durable : une biosphère saine soutient une société saine et une économie forte	1
Figure 4. La gestion intégrée des paysages (GIP)	3
Figure 5. Les cinq éléments clés de la GIP	4
Figure 6. Atteindre les Objectifs de Développement Durable par la GIP : une stratégie en trois volets	10

BEncadrés

Encadré 1. Madhya Pradesh, Inde : développement régénératif dans les paysages cotonniers	5
Encadré 2. Paysage de Lari, Kenya : préserver une haute biodiversité, l'alimentation et l'approvisionnement en eau des villes	6
Encadré 3. Paysage d'Alto Mayo, Pérou : développement rural à faibles émissions dans les hautes terres tropicales	6
Encadré 4. Institutionnaliser l'approche paysagère au Costa Rica	10



RÉSUMÉ

Les nations se trouvent aujourd'hui à la croisée des chemins. Les crises s'accumulent et se renforcent mutuellement : [ralentissement économique](#), insécurité alimentaire et hydrique, chômage, inégalités, impacts climatiques, dégradation de l'environnement. Dans le même temps, la confiance dans les institutions s'érode. Cependant, les solutions dont chaque pays a besoin se révèlent à l'intérieur de ses propres frontières nationales, dans les communautés les plus directement menacées par ces défis.

Le célèbre rapport [Dasgupta Review 2021](#) a démontré qu'une économie est intégrée dans ses écosystèmes vivants (figure 1). Pourtant, de nombreux pays continuent d'appliquer des approches connues qui ignorent cette réalité, malgré des résultats décevants. Ils lancent ici et là des projets de développement économique et des plans de restauration des écosystèmes, de manière isolée. Le travail reste fragmenté et ne reflète pas les fortes interconnexions et interdépendances entre les dimensions économiques, environnementales et sociales qui existent au niveau du paysage local, de la biorégion ou du territoire. En reconnaissant ces interconnexions, les dirigeants peuvent libérer le pouvoir de transformer ces lieux en moteurs de renouveau qui stimulent un développement économique durable et à long terme.

Investir dans la santé des paysages génère des bénéfices mesurables : performance économique, sécurité alimentaire et hydrique, santé publique, résilience climatique, cohésion sociale. Les agences des Nations Unies et les conventions environnementales encouragent partout dans le monde des [approches paysagères intégrées](#), afin de favoriser une croissance économique durable, des objectifs de développement durable (ODD) et des contributions déterminées au niveau national (CDN) à l'action pour le climat. Des pays du monde entier, du [Costa Rica](#) au [Royaume-Uni](#), lancent des initiatives nationales pour s'attaquer à la racine de la crise florissante actuelle. Dirigées au plus haut niveau des gouvernements, elles apportent un soutien institutionnel aux partenariats locaux, représentant tous les secteurs et tous les groupes, afin d'élaborer des approches paysagères intégrées et des plans d'action pour le développement durable.

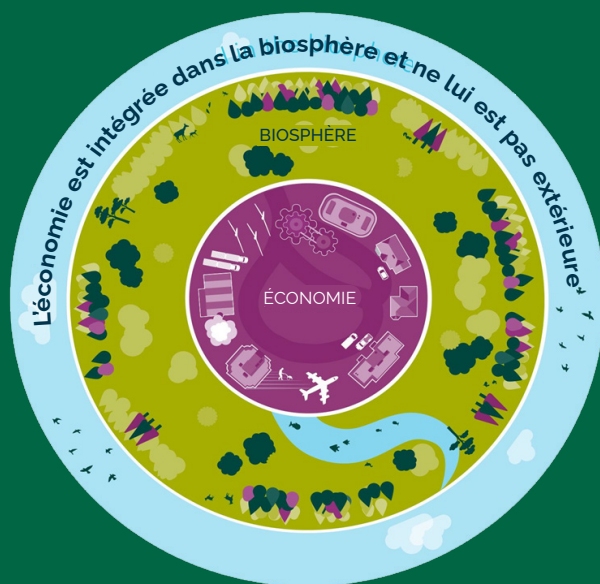


Figure 1. L'économie est encastrée dans la biosphère, et n'en est pas extérieure.

* Source : figure 17 (L'économie est encastrée dans la biosphère) tirée de Dasgupta, P. (2021), *The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review*, (Londres: HM Treasury). Contient des informations du secteur public sous licence [Open Government Licence v3.0](#).

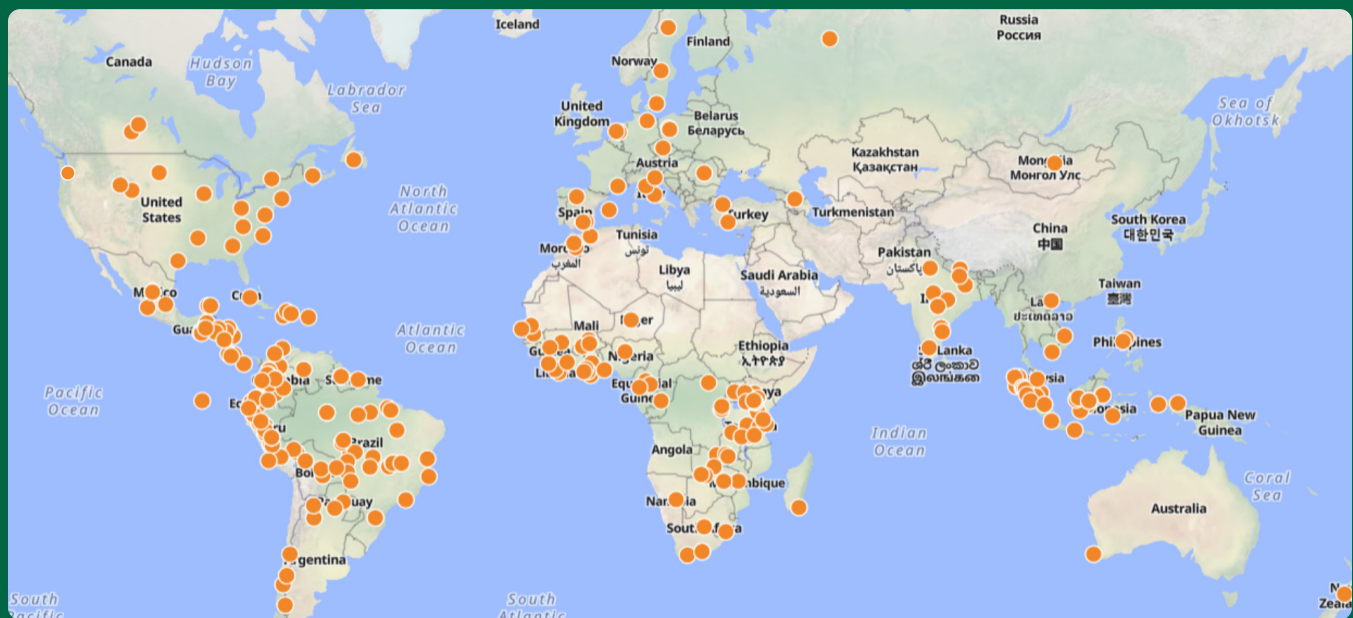
Les décideurs politiques peuvent promouvoir la Gestion Intégrée des Paysages (GIP)—menée par les communautés comme une solution clé à la polycrise à la relance économique. Les modalités opérationnelles de cette approche s'appuient sur des décennies d'expérience de terrain (CNULCD, UNFAO) :

- La GIP menée au niveau local peut libérer l'énergie communautaire et déboucher sur des solutions systémiques.
- Les gouvernements, quant à eux, peuvent déployer stratégiquement les budgets publics existants afin de favoriser la convergence sur le terrain, en soutenant directement les plans d'action locaux.
- L'alignement des investissements publics peut permettre d'optimiser l'utilisation des fonds tout en rétablissant la confiance des communautés. Les ministères et les secteurs gouvernementaux peuvent travailler en synergie pour soutenir les stratégies locales à long terme et inciter tous les groupes de la société à participer à la poursuite de ces objectifs.
- Cet investissement public attirera des capitaux privés et philanthropiques alignés afin d'amplifier les solutions locales à la polycrise. Les politiques et les budgets publics peuvent ainsi servir de base à des solutions globales et unifiées.

La GIP promet d'être l'un des moyens les plus efficaces et efficients pour faire face à la polycrise. Un cadre politique visant à promouvoir la GIP repose sur trois éléments fondamentaux (voir page xx figure 10) :

1. Désigner une agence gouvernementale dédiée à la coordination de l'approche paysagère pour servir les partenariats paysagers et conseiller les politiques et programmes publics et de la société civile ;
2. Veiller à ce que les politiques, programmes et budgets gouvernementaux soutiennent les actions et les plans d'investissement générés par les partenariats paysagers ; et
3. Mobiliser le soutien en faveur des stratégies de développement territorial intégré dans l'ensemble de la société, par le biais des marchés, des finances, des infrastructures numériques et de l'éducation.

Figure 2. Partenariats paysagers collaborant avec les partenaires de l'initiative 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes, 2024



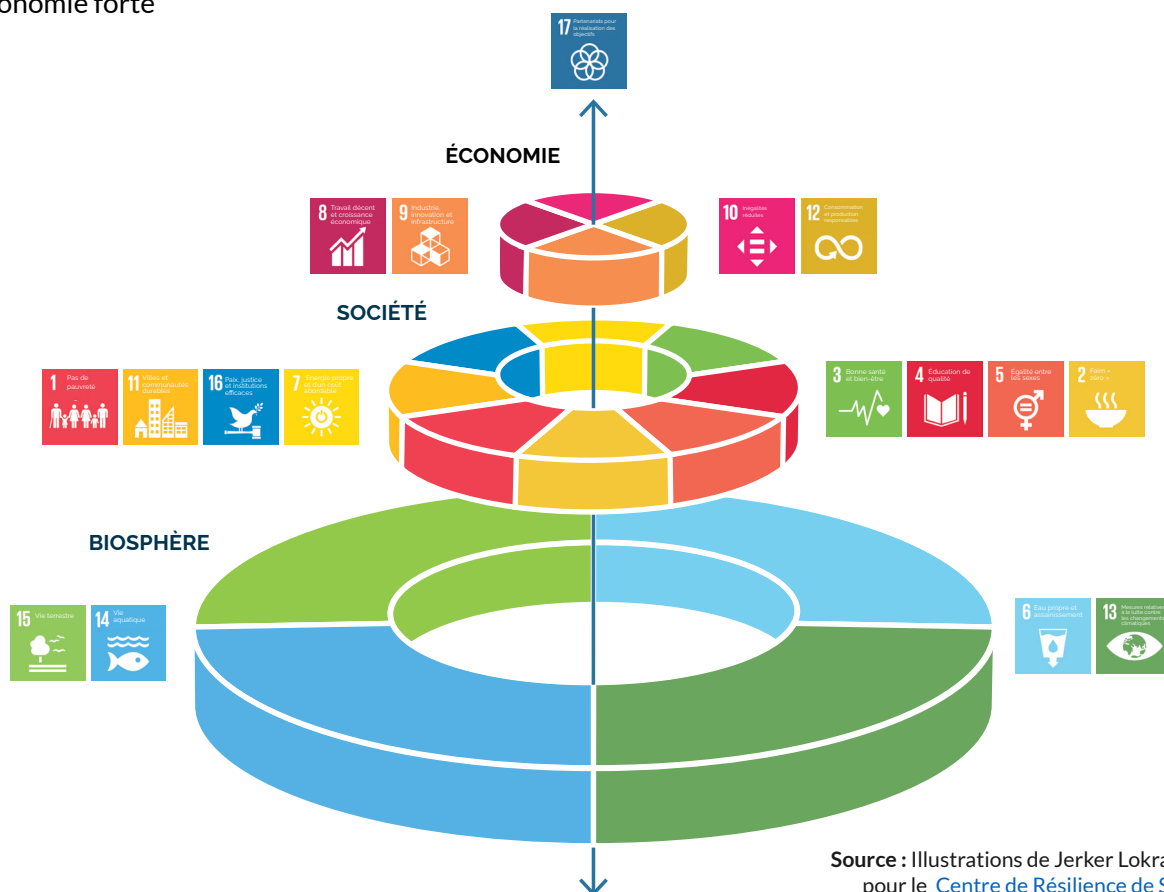
Le rapport complet est disponible sur : www.landscapes.global

1. LE DÉFI POLITIQUE

Mobiliser une économie prospère en temps de polycrise

De nombreux gouvernements nationaux ont pris des engagements ambitieux en faveur d'un développement économique et social durable¹. Or, la [Déclaration du G20 de 2024](#) fait état d'un niveau de réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui ne dépasse guère 17 % des cibles visées. Parmi les raisons essentielles de ces résultats décevants, deux ressortent nettement : les actions nationales ne parviennent pas à rejoindre les communautés locales, et l'action reste fragmentée entre les dimensions économiques, sociales et environnementales. Comme le souligne le professeur Partha Dasgupta dans la [Revue Dasgupta de 2021](#), l'économie et la société sont encadrées dans la biosphère, et non extérieures à elle. Les écosystèmes vivants produisent une large part de ce que nous produisons ou consommons, ainsi que des services écosystémiques essentiels pour les populations : [bassins versants sains](#), contrôle des maladies infectieuses, pollinisation et régulation climatique terrestre. L'Institut de Résilience de Stockholm illustre cette réalité à travers le modèle du « [gâteau de mariage](#) » des ODD (voir figure 3).

Figure 3. Intégrer les Objectifs de Développement Durable : une biosphère saine soutient une société saine et une économie forte



Source : Illustrations de Jerker Lokrantz/Azote pour le [Centre de Résilience de Stockholm](#), Université de Stockholm CC BY-ND 3.0.

¹ Les engagements internationaux des pays comprennent notamment : les [Objectifs de Développement Durable 2030](#) ; la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), y compris les Accords de Paris de 2015 sur les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) ; le Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (UNFSS) et le programme de la FAO pour une production alimentaire mondiale durable ; les objectifs de restauration des terres de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (CNULCD) ; le Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) ; la [Déclaration des dirigeants du G20 de Rio de Janeiro](#) ; les [résultats du Congrès mondial de l'ICLEI 2024](#) ; et d'autres encore.

Pourtant, les systèmes économiques et financiers sous-évaluent ces écosystèmes. Aujourd'hui, jusqu'à la moitié des terres à l'échelle mondiale se trouvent à divers stades de dégradation, faisant peser de sérieux risques sur le développement économique durable à long terme. La diminution de la capacité de ces ressources dégradées à soutenir les moyens de subsistance des communautés alimente également les migrations, avec des effets en cascade sur les territoires urbains comme ruraux ([CNULCD 2022](#)).

Nous faisons ainsi face à des menaces multiples, interdépendantes et mutuellement aggravantes, qui touchent la sécurité alimentaire, l'eau, le changement climatique, la santé humaine, les ressources naturelles, l'énergie, les moyens de subsistance, la biodiversité et la stabilité sociale. Ces menaces engendrent une « polycrise » dans laquelle aucun de ces défis ne peut être résolu isolément des autres.

Les décideurs nationaux et régionaux font face à un défi redoutable : répondre à cette polycrise tout en mobilisant une économie prospère. Dans la plupart des pays, les objectifs socioéconomiques et environnementaux sont poursuivis séparément par différents ministères, sans ancrage spatial commun. Les stratégies élaborées dans les capitales, loin des communautés concernées, ou centrées sur les seules actions du gouvernement national, n'ont pas réussi à produire des résultats concrets sur le terrain. Les objectifs nationaux resteront hors de portée tant qu'une attention explicite ne sera pas accordée aux politiques infranationales et au soutien aux actions locales. Pour répondre pleinement à la polycrise, il faut changer de paradigme : adopter une perspective de long terme et appliquer des politiques et pratiques régénératives, transformatrices et circulaires à l'ensemble des secteurs économiques (cf. recommandations du [G20](#) et de l'[OCDE](#)).



2. UNE RÉPONSE PAR LA POLITIQUE PAYSAGÈRE INTÉGRÉE

Comment les décideurs peuvent-ils s'attaquer à ces problèmes complexes et interconnectés ? Les sociétés ont besoin d'une nouvelle approche systémique et territorialisée, qui renforce le rôle des populations locales dans la prise de décision et réponde aux réalités écologiques et socioéconomiques locales. Elles doivent également permettre une action coordonnée entre secteurs, et associer gouvernements, société civile et acteurs du marché. La [gestion intégrée des paysages](#) (GIP), mise en œuvre par des partenariats paysagers (PP) inscrits dans la durée, s'est imposée comme une réponse puissante ([CNULCD](#), [UNFAO](#)).

La gestion intégrée des paysages : une approche holistique du développement au service de l'économie, des communautés, de la nature et de l'espoir

La GIP promeut un développement durable holistique et territorialisé, générateur de bénéfices pour une économie régénérative, le bien-être humain, une nature épanouie et l'espoir d'un avenir meilleur (voir figure 4). Elle associe l'ensemble des parties prenantes du paysage pour identifier et traiter problèmes et opportunités. De nombreux autres termes, issus de différents points d'entrée pour l'action collaborative, recouvrent des concepts identiques ou proches : gestion intégrée des bassins versants, développement territorial intégré, développement biorégional. L'échelle de la gestion paysagère est plus grande qu'une communauté, mais plus petite qu'une province ou un État — généralement au moins 100 000 hectares —, afin d'englober les principales caractéristiques et processus écologiques, économiques ou sociaux. Un paysage constitue toutefois une unité socio-écologique ; ses frontières sont définies par ses parties prenantes et peuvent être bien plus petites ou bien plus grandes.

Le paysage offre une méso-échelle stratégique pour la planification et l'investissement intégrés. La GIP s'appuie sur un riche socle de modèles organisationnels et techniques innovants de gestion régionale, territoriale et écosystémique, ainsi que sur les pratiques culturelles et écologiques de gestion territoriale des peuples autochtones. En traitant les enjeux locaux de manière systématique, spatialement explicite et ascendante, cette approche peut également contribuer durablement aux objectifs et engagements nationaux en matière d'économie, d'environnement, de climat et de bien-être social.



Figure 4. La gestion intégrée des paysages (GIP) — Source : 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes

En alignant stratégiquement pratiques agricoles et non agricoles régénératives, infrastructures, marchés et investissements dans les habitats naturels, un partenariat paysager favorise la diversification des moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et un couvert végétal pérenne qui protège les sols, les cours d'eau, la biodiversité et le climat.

Source: 1000 Landscapes for 1 Billion People, [An Introduction to Integrated Landscape Management](#).

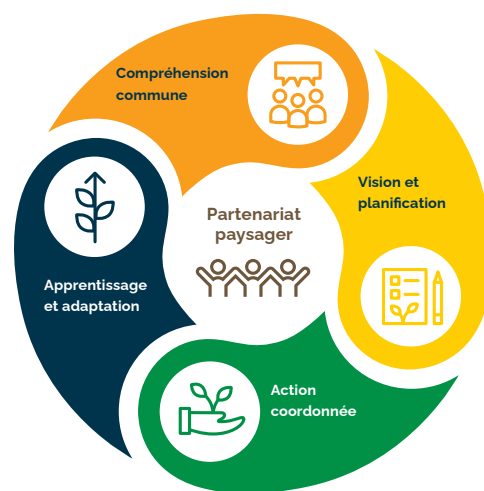
Caractéristiques clés de la GIP

- Un partenariat ou une plateforme multi-parties prenantes et intersectoriel, voué à l'apprentissage de long terme, à la négociation et à l'action coordonnée dans le paysage, avec l'appui de facilitateurs compétents et reconnus
- Une vision de long terme du développement définie par les parties prenantes pour le paysage, intégrant économie régénérative, bien-être humain et nature florissante
- L'adoption de systèmes et pratiques agricoles, de conservation et d'utilisation des terres qui génèrent des bénéfices alignés sur la vision du paysage
- Une planification spatiale garantissant que les différentes utilisations des terres et pratiques dans le paysage entretiennent des synergies écologiques et économiques positives
- Des politiques et évolutions des marchés qui soutiennent des stratégies intégrées conjuguant objectifs économiques, bien-être social et gestion environnementale

La mise en œuvre d'initiatives à l'échelle paysagère suppose un apprentissage croisé et une négociation entre parties prenantes aux expertises variées, issues des secteurs privé, public et civique. La collaboration au sein d'un partenariat paysager volontaire favorise une appropriation plus forte et une action intégrée vers des objectifs partagés. Un PP offre un mécanisme concret pour mettre en œuvre les [cinq éléments clés de la GIP](#) (voir figure 5) :

- Construire et entretenir un partenariat paysager multi-parties prenantes
- Développer une compréhension partagée du paysage – son histoire et ses futurs possibles – entre les parties prenantes
- Forger une vision commune ou des objectifs de long terme agréés entre les parties prenantes, puis élaborer une stratégie de long terme et un plan d'action à court terme pour concrétiser cette vision
- Coordonner l'action et le financement des projets inscrits au plan
- Évaluer collectivement les impacts et les enseignements pour adapter la stratégie et le plan

Figure 5. [Les cinq éléments clés de la GIP](#)



Source : 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes
[Integrated Landscape Management Practical Guide.](#)

Presque tous les PP associent des partenaires issus des collectivités locales, et beaucoup intègrent également des agences gouvernementales régionales et nationales. Ces plateformes peuvent constituer l'un des moyens les plus efficaces d'informer et de coordonner les actions de diverses entités gouvernementales dans le paysage.

La GIP : un mécanisme de liaison entre objectifs locaux et objectifs nationaux

La GIP respecte les valeurs locales et répond aux besoins, aux risques et aux priorités du territoire. Elle peut [générer de nouveaux emplois](#) grâce à des pratiques et des investissements ancrés dans l'économie régénérative et circulaire. Un modèle de développement économique plus équilibré et plus inclusif ouvre des perspectives d'emploi et de moyens de subsistance durables au sein d'un paysage, tout en atténuant et gérant les risques et coûts significatifs liés au changement climatique, à la santé, aux migrations, à la pauvreté enracinée et aux tensions sociales. La GIP en zones périurbaines peut favoriser [des liens positifs entre les mondes rural et urbain](#). Les PP offrent une plateforme de négociation pour aligner objectifs locaux et nationaux.

En articulant explicitement stratégies de production, environnementales et commerciales à l'échelle paysagère, la GIP est également déterminante pour [la croissance de la production agricole nécessaire à la nutrition d'une population mondiale croissante](#), tout en préservant les écosystèmes agricoles et en gérant les risques du changement climatique. [Transformer les systèmes alimentaires par des paysages régénératifs](#) lie stratégiquement les pratiques régénératives et agro-écologiques aux solutions fondées sur la nature. Ces dernières peuvent constituer des leviers puissants et économiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et extraire le carbone de l'atmosphère. Chaque dollar investi dans la régénération globale des terres [devrait rapporter entre 7 et 30 dollars au fil du temps](#). Une telle transformation apporterait d'immenses [bénéfices économiques au PIB](#), tout en contribuant à l'action climatique et au développement durable. Les preuves s'accumulent quant aux impacts dynamiques que ces partenariats catalysent sur la croissance économique, la restauration des ressources naturelles et le bien-être humain. Divers exemples issus de l'Inde (Encadré 1), du Kenya (Encadré 2) et du Pérou (Encadré 3) illustrent comment la GIP peut contribuer à la fois aux objectifs locaux et nationaux, et comment ces impacts peuvent s'élargir à l'échelle avec le soutien des politiques publiques. Cela inclut le [bilan TP4D du développement territorial 2021](#), le [livre blanc de 1000 Paysages et Regen10 sur la transformation des systèmes alimentaires par les paysages régénératifs](#), les [évaluations de la Banque mondiale sur les programmes de développement paysager et territorial](#), et les programmes d'impact du [GEF](#) faisant progresser la GIP, les systèmes alimentaires et les paysages forestiers durables.

ENCADRÉ 1. MADHYA PRADESH, INDE : DÉVELOPPEMENT RÉGÉNÉRATIF DANS LES PAYSAGES COTONNIERS

Le [Regenerative Production Landscape Collaborative](#) (RPLC) est une initiative paysagère juridictionnelle innovante (pilotée par les collectivités locales) couvrant 10 zones de culture cotonnière du Madhya Pradesh, en Inde, fortement dégradées par les pratiques d'utilisation des terres. L'objectif du RPLC est de favoriser des écosystèmes agricoles qui conservent et valorisent les ressources naturelles, renforcent la résilience des communautés et permettent aux entreprises de s'approvisionner de manière responsable. Le RPLC est cofinancé par le gouvernement national, des ONG internationales, des acheteurs industriels et des acteurs philanthropiques.

Sur le terrain, les interventions soutiennent la transition vers une agriculture régénérative et créent des liens de marché pour que le paysage produise du coton et des cultures vivrières — blé, soja, légumineuses, épices, légumes et fruits —, en associant différents acteurs le long de la chaîne de valeur. Les partenaires gouvernementaux bâtissent les conditions politiques, financières et technologiques nécessaires à une transition à grande échelle vers l'agriculture régénérative. En 2024, 260 000 hectares étaient placés sous gestion paysagère et 82 000 agriculteurs avaient adopté des pratiques régénératives.



ENCADRÉ 2. PAYSAGE DE LARI, KENYA : PRÉSERVER UNE HAUTE BIODIVERSITÉ ET L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE ET HYDRIQUE DES VILLES

Le paysage de Lari, dans les hautes terres du centre du Kenya, abrite environ 135 000 habitants répartis sur 170 kilomètres carrés. [Kijabe Environment Volunteers](#) (KENVO) a été fondée en 1994 par des jeunes leaders locaux pour mobiliser les habitants contre une déforestation illégale qui menaçait leurs moyens de subsistance. L'initiative a évolué pour devenir un partenariat paysager mature réunissant 20 associations d'agriculteurs, des entreprises, des organisations communautaires et des agences gouvernementales, comme le décrit ce [reportage multimédia](#). Le travail du PP préserve l'une des dernières forêts indigènes du massif des Aberdares, sanctuaire d'une biodiversité unique et source hydrique vitale pour de grands centres urbains. La collaboration a stimulé des systèmes de production régénérative et de nouveaux marchés avec labels écologiques pour les légumes d'une coopérative agricole de 1 200 membres, l'écotourisme et des unités d'embouteillage, ainsi que l'élargissement des services de santé et d'éducation communautaires.



ENCADRÉ 3. PAYSAGE D'ALTO MAYO, PÉROU : DÉVELOPPEMENT RURAL À FAIBLES ÉMISSIONS DANS LES HAUTES TERRES TROPICALES

Alto Mayo, unité territoriale au sein de la région de San Martín, est un haut lieu mondial de la biodiversité dans les hautes terres tropicales du Pérou. Avec 300 000 habitants, la région connaît une production en expansion de café, de cacao, de bœuf et de poissons d'élevage. La Stratégie régionale intégrée pour un développement rural à faibles émissions de San Martín a élaboré des stratégies à l'échelle paysagère pour atteindre des objectifs locaux, régionaux et nationaux.

Le programme pour Alto Mayo soutient la transition des agriculteurs vers des pratiques agricoles plus durables sur plus de 300 km² de terres agricoles, renforce la gestion de près de 1 910 km² d'aires protégées et veille à ce que les améliorations routières n'interviennent que là où l'impact économique s'accompagne de faibles niveaux de déforestation. Un investissement phasé de 67 millions de dollars est prévu à l'échelle du paysage. [Une analyse approfondie](#) montre que déployer des investissements coordonnés dans la protection, la production et la connexion augmentera sensiblement les rendements financiers tout en réduisant les coûts attendus.

La GIP se répand largement

L'ILM et le soutien aux partenariats paysagers se sont [largement répandus](#) au cours des dernières décennies. Des enquêtes continentales menées entre 2011 et 2015 ont recensé 457 initiatives paysagères en [Asie du Sud et du Sud-Est](#), en [Afrique subsaharienne](#), en [Europe](#) et en [Amérique latine et dans les Caraïbes](#). Bien d'autres se sont organisées au cours de la décennie écoulée. Les partenaires de 1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes sont déjà engagés avec plusieurs centaines de PP. Des coalitions nationales de PP se sont formées ou sont en cours de constitution, pour un apprentissage entre pairs et un plaidoyer politique collaboratif : le Kenya ([KenLAP](#)), le Brésil ([Réseau latino-américain des forêts modèles](#)), l'Inde ([Common Ground](#)) et l'Espagne/Portugal ([Réseau ibérique des territoires régénératifs](#)).

Des ONG, des gouvernements, des entreprises et des communautés ont commencé à promouvoir les PP. Des initiatives mondiales ont travaillé à systématiser, développer et partager connaissances, outils et bonnes pratiques pour la mise en œuvre concrète de la GIP, comme [Landscapes for People, Food and Nature](#) (LPFN) ; l'initiative [1000 Paysages](#) ; le [Forum mondial des paysages](#) ; et la [Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes](#).

Les approches de développement territorial et paysager intégrées ont été approuvées par les conventions des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC, 2016), la lutte contre la désertification (CNULCD, 2017) et la diversité biologique (CDB, 2016) ; ainsi que par le Forum politique de haut niveau des ODD (2018) ; ONU-Habitat (2019) ; l'Assemblée générale de l'ONU (2015) ; le GIEC (2022) ; et la coalition des gouvernements régionaux (Regions4, 2021).

De grandes [entreprises internationales s'engagent désormais dans la GIP](#) pour gérer des risques commerciaux qu'elles ne peuvent maîtriser par leurs seules chaînes d'approvisionnement. Le [Forum économique mondial et la Tropical Forest Alliance](#) rapportent que le nombre d'initiatives paysagères et juridiques soutenues par des entreprises a été multiplié par sept entre 2016 et 2022.

Un certain nombre de pays ont mis en place des programmes nationaux pour une action paysagère intégrée, notamment l'Australie, le Costa Rica, l'Éthiopie, les Pays-Bas, le Pérou, le Rwanda, l'Écosse, l'Afrique du Sud et les États-Unis. Ces programmes portent des appellations variées — paysages, biorégions, corridors biologiques, bio-districts, bassins versants, espaces maritimes, groupes d'entretien des terres, etc. —, mais sur le plan organisationnel, la plupart restent gérés et budgétés séparément des grands programmes ministériels sectoriels.

3. OBSTACLES ET LACUNES POLITIQUES

Pour parvenir à des solutions paysagères collaboratives

Les gouvernements nationaux et régionaux ont un rôle catalyseur décisif à jouer dans la mise à l'échelle de la GIP. Pourtant, comme le souligne notre [livre blanc de 2022](#), peu de pays offrent un soutien politique et institutionnel systématique permettant aux PP de s'établir et de prospérer. Les principaux obstacles et lacunes sont les suivants :

- **Manque d'information** : Les initiatives et approches paysagères locales sont ignorées des processus politiques. Dans la plupart des contextes actuels, les plans gouvernementaux, à toutes les échelles, font abstraction des plans élaborés par les communautés et les PP. Cette exclusion perpétue des schémas conventionnels de décision et d'investissement. Dans le même temps, les groupes locaux ne sont souvent pas informés des programmes ou politiques gouvernementaux importants qui pourraient soutenir ou contraindre leur action.
- **Fragmentation** : Les politiques publiques, la planification et les budgets sont très fragmentés et cloisonnés. Les objectifs et politiques économiques manquent souvent de la cohérence nécessaire pour répondre aux réalités actuelles et aux besoins futurs. Le financement public se concentre généralement sur des projets individuels dans des secteurs spécifiques (agriculture, infrastructures, santé, biodiversité), plutôt que sur des groupes de projets intersectoriels susceptibles de créer des synergies pour le développement économique paysager, le bien-être social et une nature saine.
- **Absence d'incitations** : Les gouvernements offrent peu d'incitations ou de mécanismes permettant aux acteurs paysagers de collaborer. Les politiques ne poussent pas les communautés à participer à une planification locale intégrée pour des actions globales. Dans les zones rurales, les priorités en matière d'utilisation des terres et des ressources sont souvent fixées par des gouvernements et des entreprises éloignés du territoire. Les PP entretiennent peu de liens entre eux.
- **Manque de soutien** : Les services techniques et juridiques intégrés disponibles pour les PP sont peu nombreux. Rares sont ceux qui accèdent au soutien technique, managérial, juridique, de formation ou de données répondant aux exigences de la GIP. Les agences gouvernementales n'offrent souvent qu'une gamme limitée de services, avec peu de coordination entre elles. Les acteurs locaux ne disposent pas des jeux de données critiques nécessaires à la planification et au suivi collaboratifs.
- **Déconnexion** : Les actions publiques et privées dans les paysages sont déconnectées. La planification gouvernementale se concentre sur la conception et le financement d'activités et d'investissements mis en œuvre par des entités gouvernementales. Les PP ont un besoin urgent de soutien et de services publics pour les aider à bâtir des passerelles constructives avec les entreprises privées et les institutions financières.
- **Absence de mécanismes financiers adaptés** : Les institutions financières ne sont pas organisées pour financer des investissements paysagers coordonnés. L'un des défis centraux des PP consiste à associer le monde des entreprises et de la finance, et à coordonner les financements nécessaires pour répondre à leurs plans d'action globaux. Les mécanismes financiers manquent souvent des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance essentielles à la régénération paysagère. Les modèles et instruments financiers sectoriels ou à court terme sont inadaptés.



4. SOLUTIONS POLITIQUES

Pour promouvoir le développement paysager intégré

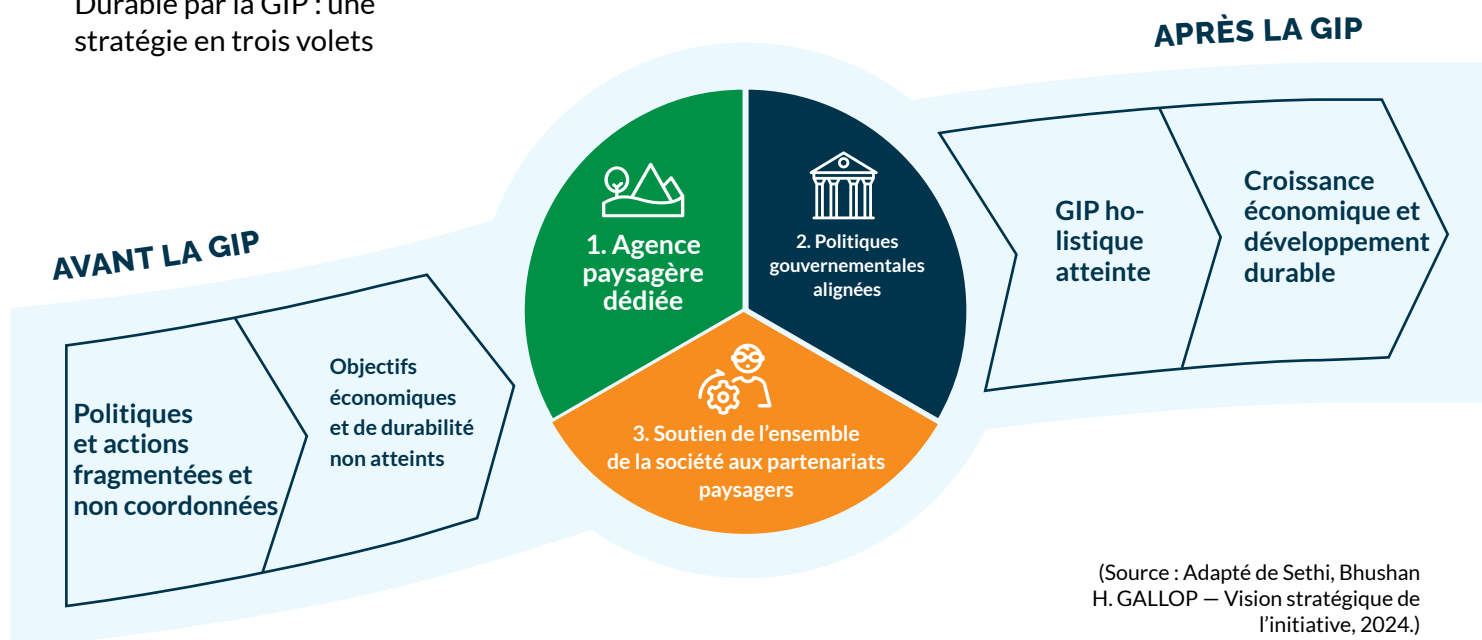
Les solutions politiques qui adoptent une approche systémique et territorialisée du développement durable seront plus efficaces. Une vision et des politiques centrées sur le paysage peuvent relier budgets et structures gouvernementaux, société civile et mécanismes de marché, pour aligner objectifs locaux et nationaux. Il s'agit d'habiliter les acteurs paysagers locaux comme contributeurs aux décisions de gouvernance — et non comme de simples consultés. Pour que les PP prospèrent dans la durée, les gouvernements peuvent élaborer des politiques favorables et alignées, promouvoir l'apprentissage et l'échange de connaissances, assurer le renforcement des capacités et les services techniques, et faciliter l'accès aux services financiers et aux activités économiques. Des orientations politiques pratiques pour les approches paysagères (territoriales) sont proposées par [EcoAgriculture, GALLOP, Cornell et Columbia](#), par la [coalition internationale TP4D](#), ainsi que par [Commonland et ses partenaires](#). Des travaux plus larges sur les mécanismes de gouvernance multi-niveaux offrent également des perspectives utiles, par exemple ceux d'[ONU-Habitat](#), de l'[University College de Londres-G20](#), et du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. La politique paysagère peut devenir une pierre angulaire d'une meilleure gouvernance en général.

Un cadre politique pour faire avancer la GIP repose sur trois piliers

1. La désignation d'une agence paysagère dédiée au sein de l'appareil d'État, au service des partenaires paysagers et chargée de conseiller les politiques et programmes publics et de la société civile
2. La garantie que les politiques, programmes et budgets gouvernementaux soutiennent les plans d'action et d'investissement générés par les PP
3. La mobilisation d'un soutien en faveur des approches paysagères à l'échelle de la société, incluant les marchés, la finance, l'infrastructure numérique et l'éducation

La figure 6 illustre comment ces trois piliers peuvent, ensemble, accélérer le développement économique national et le développement durable. Le programme national paysager du Costa Rica (Encadré 4) a traduit nombre de ces éléments en actes.

Figure 6. Atteindre les Objectifs de Développement Durable par la GIP : une stratégie en trois volets



ENCADRÉ 4. INSTITUTIONNALISER L'APPROCHE PAYSAGÈRE AU COSTA RICA

Le Costa Rica illustre parfaitement comment un programme national peut institutionnaliser l'approche paysagère. Son Programme national de corridors biologiques, coordonné par le [Système national des aires de conservation](#) sous l'autorité du ministère de l'Environnement et de l'Énergie, a été créé par décision politique en 2006. [Le programme](#) intègre les dimensions écologiques, sociales et productives dans un cadre de gouvernance participatif conçu pour concilier moyens de subsistance, conservation et développement territorial durable. En 2024, le Costa Rica avait développé 51 corridors biologiques multifonctionnels, associant plus de 1 500 acteurs institutionnels et communautaires. Ils couvrent un tiers du territoire national pour former une mosaïque interconnectée.



1. Désigner une agence paysagère dédiée au sein de l'appareil d'État

Une agence paysagère (AP) dédiée peut constituer un point focal stratégique pour l'action gouvernementale en soutien au développement paysager intégré. Si de nombreux pays ont désigné des rôles d'agences pour travailler avec des programmes paysagers spécifiques, aucun n'a institutionnalisé cette fonction de manière transministérielle, en collaboration avec les PP. En travaillant de concert, l'AP et les PP peuvent piloter la gestion paysagère en articulant vision et action communautaires ascendantes avec un soutien politique et budgétaire descendant.

- **Le rôle de l'agence paysagère :** L'AP peut exercer des rôles variés. Elle peut assurer la liaison avec toutes les formes de collaborations holistiques territorialisées, telles que les biorégions, les territoires fonctionnels, les paysages bioculturels, les zones de gestion intégrée des bassins versants et les territoires autochtones. L'AP peut aider à aligner les financements des gouvernements régionaux et nationaux avec la planification et les initiatives ascendantes des PP. Elle peut partager et favoriser les échanges de connaissances entre ministères, et conseiller la planification ministérielle et les allocations budgétaires pour générer des synergies intersectorielles.
- **Les valeurs garantes du succès :** [L'expérience internationale](#) suggère quelques ingrédients clés pour le succès du soutien public aux PP : l'approbation explicite des PP par la politique publique pour le développement territorial intégré ; l'engagement en faveur d'une gouvernance paysagère participative ; un engagement gouvernemental constructif avec les partenariats et réseaux paysagers existants ; et des services de long terme adaptés aux besoins définis localement.s.
- **La position de l'agence dans la structure gouvernementale :** L'AP dispose d'un mandat fonctionnel ; son organisation peut être structurée en fonction du contexte national. Elle pourrait être rattachée à un organe de coordination central, comme la Présidence ou la Commission de planification ; être intégrée au sein d'un ministère existant ; ou constituer une autorité indépendante. Il est essentiel que l'agence entretienne des relations de travail solides avec tous les ministères déjà actifs dans les initiatives paysagères ou territoriales.

2. Garantir que les politiques, programmes et budgets gouvernementaux soutiennent les plans d'action et d'investissement générés par les PP

Les PP, tout comme l'agence paysagère, seront plus efficaces dans le cadre d'un solide dispositif politique national. Par ce biais, les approches paysagères peuvent être intégrées dans les processus de planification gouvernementale et les analyses, les programmes et la budgétisation, ainsi que les investissements, avec des rôles clés pour les gouvernements infranationaux. [Des mécanismes de gouvernance renforcés](#) peuvent favoriser un développement durable pérenne. Par exemple, les politiques qui sécurisent le foncier et les droits sur les ressources, reconnaissent les usages informels des terres et promeuvent l'égalité des genres renforcent la légitimité et l'efficacité de la GIP. Par ailleurs, en sollicitant les contributions des PP, les processus gouvernementaux nationaux peuvent aider à ancrer les politiques régionales et nationales dans la réalité du terrain..

- **Intégrer les priorités paysagères dans le processus de planification national :** La plupart des pays disposent d'un organe central chargé de la planification de haut niveau. Il est utile que cet organe dispose d'un mandat politique et législatif pour définir des politiques GIP durables et holistiques, soutenant la prise de décision ascendante et la collaboration interministérielle. L'organe de planification peut ensuite veiller à ce que les plans nationaux et les allocations de ressources financières intègrent et s'alignent sur les priorités et plans paysagers locaux.
- **Intégrer les dynamiques paysagères dans les analyses économiques et financières :** Les ministères de l'économie, des finances et de la planification nationale s'appuient souvent sur des valeurs économiques et financières à court terme. Il est recommandé que les dynamiques paysagères soient intégrées dans leurs analyses, en recourant à des méthodes d'analyse coûts-bénéfices complètes qui valorisent également des facteurs tels que la résilience économique, l'équité, et les valeurs écologiques et sociales des investissements. Des stratégies de finance paysagère intégrée peuvent permettre de débloquer de nouvelles sources de financement pour les ODD, les [Stratégies nationales pour la biodiversité et plans d'action \(SNBPA\)](#), les plans de neutralité en matière de dégradation des terres et les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) pour le climat. [Des plateformes de dialogue national réunissant les acteurs financiers](#) de l'ensemble du continuum de capitaux peuvent soutenir ce travail.
- **À l'échelle nationale, synchroniser les programmes et budgets entre ministères :** Pour soutenir un développement paysager holistique à conduite communautaire, les ministères nationaux peuvent concevoir des mécanismes qui mieux alignent leur planification et leurs actions sectorielles. Des innovations existent déjà dans ce sens en Afrique, en Australie, en Éthiopie, en Inde et en Écosse.

- **À l'échelle paysagère, synchroniser les programmes et budgets entre secteurs et juridictions** : Coordonner les dépenses et programmes budgétaires du secteur public peut faciliter l'alignement, gérer les risques et promouvoir l'action communautaire. À [Antananarivo](#), à Madagascar, des planificateurs représentant cinq ministères de trois régions ont collaboré pour élaborer un plan quinquennal, bénéficiant à quelque 250 000 personnes dans neuf districts.
- **Financer publiquement les investissements paysagers** : Conjuguer investissements gouvernementaux dans la GIP avec le capital social des communautés et un secteur privé engagé est essentiel pour résoudre la polycrise. Les programmes gouvernementaux peuvent apporter quatre types de contributions financières aux PP : financement par subvention pour l'organisation des PP ; alignement des flux de finances publiques dans le paysage ; catalyse de modèles économiques évolutifs par le financement direct de projets sélectionnés ; et fourniture de services de soutien financier pour aider les PP à mobiliser des financements.
- **Co-investir avec le secteur privé** : Les gouvernements peuvent mobiliser l'investissement des entreprises privées dans des projets commerciaux favorables au paysage. Ils peuvent directement inciter et co-investir avec des entreprises pour rendre ces projets plus bancables. À mesure que les initiatives paysagères se consolident, les gouvernements peuvent aider à structurer des véhicules de finance mixte reliant les investissements commerciaux aux investissements sociaux et environnementaux. Les décideurs peuvent faire de [la finance paysagère intégrée](#) un pilier central du cadre d'investissement stratégique d'un pays. Les banques de développement publiques pourraient par exemple être chargées d'orienter des financements spécialisés, tels que ceux issus des fonds climatiques et des programmes de crédits carbone, vers les portefeuilles d'investissement paysager. Un tel cadre pourrait également inciter les agences internationales et multilatérales à harmoniser leurs pratiques de conseil politique, de structuration financière et d'assistance technique afin de promouvoir l'investissement paysager intégré. [Des modèles et instruments financiers innovants](#) émergent pour opérationnaliser ces stratégies.
- **Renforcer le rôle des gouvernements infranationaux** : Si les politiques nationales sont essentielles, les liens gouvernementaux quotidiens des PP s'opèrent au niveau local — États, municipalités, villes et districts. Ces derniers sont des partenaires actifs dans la plupart des plateformes PP multi-parties prenantes. Dans certains cas, le gouvernement infranational est le principal animateur ou facilitateur du PP. Les gouvernements nationaux peuvent renforcer les capacités et ressources des gouvernements locaux pour qu'ils assument pleinement ces rôles.

3. Mobiliser un soutien en faveur des approches paysagères à l'échelle de la société

Les gouvernements peuvent jouer un rôle catalytique pour encourager les organisations privées et de la société civile à aligner leurs activités sur les approches paysagères à conduite locale. Ils peuvent en particulier promouvoir une éducation paysagère globale, inciter à la collaboration, connecter les PP avec les acteurs des marchés et mobiliser l'infrastructure numérique.

- **Connecter les partenariats paysagers avec les acteurs des marchés et de la finance :** Les chaînes d'approvisionnement des produits, inscrites dans une stratégie de développement paysager, sont cruciales pour assurer une gestion durable des paysages. L'agence paysagère peut conseiller les entreprises sur la gestion responsable des ressources naturelles dans leurs activités de marché, l'utilisation des subventions publiques et philanthropiques, et les filets de protection sociale.
- **Mobiliser l'infrastructure numérique pour les paysages :** Les communications numériques, l'internet et les systèmes en nuage sont désormais accessibles partout. Les gouvernements peuvent promouvoir une infrastructure numérique conviviale, spécifiquement destinée aux PP. Les outils numériques peuvent faciliter des processus clés de la GIP : communications entre partenaires, cartographie collaborative, suivi des chaînes d'approvisionnement, suivi participatif des impacts, et mesure, notification et vérification pour les paiements pour services écosystémiques.
- **Promouvoir une éducation paysagère globale :** Historiquement, la gestion des paysages n'a pas été perçue comme un atout critique pour le développement. Les décideurs, les administrateurs, les acteurs privés et le grand public ont tous besoin d'une meilleure compréhension de la GIP ; une éducation à tous les niveaux pourrait être transformatrice. La GIP pourrait être intégrée aux programmes scolaires dans les matières d'agriculture, de sciences et d'instruction civique. Un exemple en est le programme de formation destiné aux dirigeants gouvernementaux de district en Tanzanie sur « [l'agriculture paysagère intelligente face au climat](#) ».
- **Inciter à la collaboration public-privé-civile :** Les décideurs peuvent concevoir des incitations favorisant la collaboration paysagère et l'investissement collaboratif entre agences publiques, citoyens et secteur privé. L'Inde, par exemple, a [engagé des moyens politiques et financiers](#) pour inciter le secteur privé à participer aux énergies renouvelables, lui permettant d'atteindre son objectif avant terme.



5. PREMIÈRES ÉTAPES

Pour faire avancer la politique paysagère

Les changements politiques visant à soutenir une action paysagère multifonctionnelle peuvent être graduels. Pour rendre ces évolutions pragmatiques et actionnables, les décideurs pourraient commencer par ces étapes concrètes afin de mobiliser les acteurs paysagers du pays et de motiver les dirigeants gouvernementaux des secteurs économique, social et environnemental.

- Constituer un Groupe de travail**
Paysage (GT) : Le GT peut être piloté par le gouvernement, ou lancé hors gouvernement en l'y associant étroitement. Il évaluera comment le gouvernement soutient actuellement la GIP et les PP. Il examinera les politiques, programmes, structures décisionnelles et institutions, et les manières dont ils pourraient être améliorés. Le GT pourrait explorer les moyens de permettre aux ministères d'élaborer un cadre paysager commun pour coordonner la planification au regard des ODD, des Stratégies nationales pour la biodiversité et plans d'action, de la Neutralité en matière de dégradation des terres, des Plans nationaux d'adaptation et des CDN sur le changement climatique.
- Réaliser un inventaire :** Identifier et mobiliser les PP existants ainsi que les entreprises, ONG et programmes publics collaborateurs. Une activité prioritaire du GT consisterait à recenser les dispositifs gouvernementaux, ONG et entreprises favorables à la GIP, et les PP formels et informels visant un développement intégré, multi-parties prenantes et territorialisé. Une consultation structurée entre les responsables de PP et le groupe de travail peut éclairer les manières dont la politique soutient ou freine actuellement les initiatives paysagères.

- **Sensibiliser** : Organiser des dialogues nationaux pour faire connaître la GIP comme réponse clé à la polycrise et élaborer une Stratégie et un Plan d'action pour soutenir les PP. Les décideurs peuvent organiser des dialogues interministériels, des échanges et des visites de terrain (avec des facilitateurs expérimentés) pour s'informer des approches paysagères et entendre les acteurs de terrain.
- **Renforcer les capacités** : Élaborer une stratégie de renforcement des capacités des agences gouvernementales en matière de GIP. Les connaissances et les capacités à mettre en œuvre la GIP constitueront un levier déterminant pour toutes les autres transformations. Une sensibilisation et un renforcement des capacités sont donc nécessaires à tous les niveaux de gouvernement, y compris au sein de l'agence paysagère et du groupe de travail.
- **Projets pilotes** : Expérimenter et affiner de nouveaux processus dans des paysages sélectionnés. En s'appuyant sur les résultats précédents, le gouvernement peut sélectionner des PP avec lesquels piloter des processus et services de soutien gouvernemental. Les critères de sélection peuvent tenir compte des PP déjà opérationnels et des paysages où les opportunités économiques sont menacées par des risques écologiques et autres risques de long terme. Les enseignements tirés des pilotes guideront la stratégie de montée en charge du gouvernement.

UN APPEL À L'ACTION !

Seule une approche centrée sur le paysage peut offrir aux différents acteurs de la société un socle commun pour intégrer leurs plans et actions, et ainsi parvenir à des économies résilientes, un développement durable et le respect d'une série d'engagements internationaux. Si les solutions territorialisées doivent s'enraciner dans les contextes et priorités propres aux communautés, les gouvernements nationaux et infranationaux jouent un rôle catalyseur décisif dans leur réussite, et dans la capacité des efforts collectifs à produire un impact à l'échelle. L'heure est venue, pour les dirigeants gouvernementaux, de prendre des décisions politiques décisives et concertées en traçant leur propre feuille de route stratégique vers cette vision paysagère.



Au cours de la dernière décennie, GALLOP a examiné les politiques et la conception institutionnelle permettant d'atteindre l'échelle et une collaboration effective entre toutes les parties prenantes engagées dans la gestion intégrée des paysages (GIP). L'initiative vise à favoriser une articulation véritablement ascendante des besoins des communautés et des paysages ou bassins versants, et à les cartographier systématiquement dans la planification descendante du secteur public et les allocations budgétaires. GALLOP explore les moyens d'harmoniser les institutions et les mécanismes de mise en œuvre — en réunissant services publics, initiatives de responsabilité sociale des entreprises, engagement du secteur privé et priorités communautaires — pour faire avancer les ODD et les CDN, tout en réduisant les émissions nationales et en renforçant l'adaptation climatique.

Elle sert de plateforme pour élaborer des politiques habilitantes qui intègrent des sources de capital capables de soutenir des acteurs diversifiés et l'ensemble de la chaîne de valeur de la GIP, à travers de multiples points d'entrée tels que la restauration des écosystèmes, l'agriculture régénérative, les systèmes agro-horti-forestiers, et d'autres encore.

Visite www.gallop.earth | Contacte outreach@gallop.earth



1000 Paysages pour 1 Milliard de Personnes (1000L) est une coalition d'organisations unies par une mission commune : faire avancer les efforts paysagers locaux pour préserver et restaurer les écosystèmes, bâtir la prospérité rurale, faire face au changement climatique et contribuer aux Objectifs de Développement Durable. Notre objectif est qu'à l'horizon 2030, les partenariats paysagers apportent des solutions durables dans 1 000 paysages pour 1 milliard de personnes — en alignant les actions pour atteindre les objectifs mondiaux liés à l'insécurité alimentaire et hydrique, à la perte de biodiversité, à la dégradation des terres et au changement climatique. 1000L construit l'infrastructure permettant aux partenariats paysagers de se connecter et de s'allier entre eux, de renforcer leurs capacités et leur leadership, d'accéder aux données et outils numériques pour plus d'impact, et de mobiliser des financements afin de démultiplier l'investissement paysager.

Visite landscapes.global | Contacte outreach@landscapes.global